

# TRIBUNE

# OUVRIERE

Journal publié par un groupe d'ouvriers  
de la Régie Renault

Numéro 54

MARS 59

## OU EST LE PROGRES ?

L'industrie européenne est en train de se moderniser. Ici on ferme des usines dont l'outillage est trop desuet et dont les prix de revient sont trop élevés. Là on introduit de nouvelles machines automatiques qui suppriment du personnel. Dans d'autres endroits on modernise les bureaux avec des machines électroniques, on centralise les services, ce qui entraîne encore des licenciements.

La modernisation et la rationalisation de l'industrie se manifeste avant tout par du chômage et par des réductions d'heures sans compensation de salaire et tout cela se fait au nom du progrès.

Pour les capitalistes, le progrès, c'est le progrès de la technique et des machines. Ce sont les nouvelles méthodes d'exploitation, la création de services psychologiques qui étudient les ouvriers comme des bêtes curieuses afin de les faire produire davantage. Le progrès ce sont les fusées ultra-rapides, les sputniks, les machines-transfert, ect...

Pourtant il y a quelques années le progrès c'était aussi autre chose. Le progrès c'était les heures supplémentaires et les semaines de 54 ou 60 heures. Pendant cette période les industries étaient insatiables, il leur fallait des heures et toujours des heures. Tout le monde s'extasiait devant les payes des ouvriers et personne ne parlait du nombre d'heures que cela représentait. C'était le progrès des bénéfices des capitalistes et les progrès des budgets. C'était aussi le progrès de la fatigue des ouvriers, le progrès des maisons de repos pour ceux-ci et le progrès des journées de maladie.

Pour le moment, cette période semble être oubliée. Le progrès c'est la modernisation et les licenciements, et tout le monde en parle. A entendre la propagande on croirait que les industries ont aujourd'hui 100 ans de retard et que ce n'est qu'en 1959 que les capitalistes pensent seulement à moderniser leurs usines. Pourtant la modernisation de l'industrie ne date pas d'aujourd'hui. Il suffit de regarder les machines avec lesquelles nous travaillons, elles n'ont souvent pas plus de 10 ou 20 ans d'existence. Les ateliers ont été souvent complètement transformés. Il y a des bureaux de méthode. Il y a production à la chaîne. Etc...

Et malgré tout cela les capitalistes nous font faire des sacrifices pour cette modernisation ; pour leurs industries qu'ils ne trouvent jamais assez modernes. Ça ne s'arrêtera jamais. Dans 10 ans on nous dira qu'il faut faire des sacrifices car ce qui est moderne aujourd'hui ne le sera plus à cette époque. De toute façon si ça continue il n'y aura qu'une chose que l'on n'aura pas modernisé c'est notre système de vie.

Devant les conceptions particulières qu'ont les capitalistes du progrès quelle est la réponse des syndicats ?

Il y en a deux :

La première réponse consiste à subvenir aux besoins des capitalistes. Quand ceux-ci ont besoin d'heures supplémentaires, les syndicats sont pour RETROUSSER LES MANCHES et faire du système d'heures supplémentaires une institution. Quand les capitalistes ont au

contraire besoin de licencier ils sont pour instituer des caisses de chômage.

La deuxième réponse est pour le futur : les syndicats pensent que la solution à ces choses c'est la nationalisation des entreprises.

Nous pensons quant à nous que les 2 réponses sont incorrectes. Pour ce qui est de l'immédiat la seule réponse à la politique capitaliste ne peut être qu'un refus pur et simple de se plier à leur système irrationnel. Quand les capitalistes veulent licencier la seule réponse valable est celle contenue dans les dernières actions spontanées des travailleurs qui manifestent pour empêcher ces licenciements. Quand les capitalistes veulent des heures supplémentaires et augmenter les cadences nous devons refuser au nom du progrès de nos conditions de vie.

Pour la solution à long terme, il est ridicule de parler de nationalisation même si ce n'est que pour en parler comme les syndicats belges le font. Nous l'avons vu après la libération. C'est sur cet objectif que se sont portées les revendications syndicales et ces nationalisations n'ont rien apporté aux travailleurs.

Dans les usines nationalisées le progrès technique et la productivité n'ont servi qu'à l'Etat et à ses représentants mais pas à nous. Que ce soit dans les usines nationalisées ou non ce ne sont pas les travailleurs qui déterminent ni le chômage, ni les heures supplémentaires : ce sont les capitalistes ou le gouvernement et ni les uns ni les autres ne se soucient de l'intérêt des travailleurs. Le seul intérêt qui les pousse c'est le profit.

La seule solution que nous pouvons envisager dans l'avenir c'est que ce soit les travailleurs qui décident de ces choses pour que la rationalisation serve vraiment à ceux qui produisent.

Peut-on alors imaginer un seul instant, dans ce cas, que l'on verrait des choses aussi irrationnelles dans le monde que les travailleurs pourraient accepter ? D'une part qu'il y ait des milliers de chômeurs et de l'autre que des ouvriers restent 60 heures dans leurs usines ? Peut-on imaginer que l'on verrait des fusées ultra-rapides ou des machines électroniques fabriquées par des travailleurs vivant à l'étroit dans des hôtels, des barraquements ou des immeubles délabrés, passant 2 à 3 heures dans les transports par jour, uniquement pour se rendre au travail, et vivant plus de la moitié de leur existence dans des ateliers ?

De ce déséquilibre, de ce système irrationnel, les patrons et le gouvernement n'en parlent pas. Ils ne voient qu'une chose : le retard d'une technique par rapport à une autre et c'est tout. Ils ne veulent pas voir l'énorme différence entre le progrès réalisé dans l'industrie et le retard de nos conditions de vie.

C'est tout ce système irrationnel qui <sup>est</sup> le plus révoltant et qui ne peut être résolu que par les travailleurs et uniquement par eux.

---

INFORMATIONS D'ANGLETERRE - Il y a en ce moment en Angleterre 514.000 chômeurs, les syndicats ne faisant rien, des délégués d'ateliers de tout le pays se sont réunis le 16 Novembre 1958 et ont proposé le développement de l'action sur la base des idées suivantes :

- 1°- partage de tout le travail disponible sans perte de salaire,
- 2°- solidarité avec toutes les sections syndicales qui résistent aux licenciements,
- 3°- campagne nationale de protestation menée par le TUC (Trade Unions) et le Parti travailliste contre le chômage, avec une grève générale de 24 heures,
- 4°- pas de discrimination contre les ouvriers de couleur,
- 5°- solidarité entre ouvriers en chômage et ouvriers qui travaillent pour empêcher l'utilisation de chômeurs comme jaunes, et protection des délégués d'ateliers (Shop stewards).

SUR L'AUTOMATION ...

Dans "RENAULT MAGAZINE" n° 22, le larbin de service vient nous démontrer les bienfaits de l'automatisation en essayant de nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Il nous dit d'abord :

- "en 1957, 55 % des acheteurs ont été des salariés", (Monsieur DREYFUS est aussi un salarié, alors cela ne prouve rien).

Ensuite il nous parle des prix stables malgré l'augmentation des matières :

- "En 1947, au moment de la sortie de la 4 CV, la production par travailleur était légèrement supérieure à l'unité 1,36. En 1957 la production par travailleur a quadruplé = 5,9." Donc ces prix ne se sont maintenus que parce que l'on nous fait travailler toujours plus et parce que les cadences ont augmenté parfois de 100 % (au département 14, par exemple). Et il nous dit encore, cette espèce de croquemitaine : "Mais pour tous, ceci a permis aussi : de meilleures conditions de travail. Le maintien du plein emploi (l'automatisation à la Régie ne s'est pas traduite par des licenciements, mais par une progression des effectifs) et de meilleurs salaires".

Voici maintenant l'avis d'un théoricien de l'automatisation, Frédérick POLLOCK : "Un délégué français à la Conférence internationale de l'automatisation à LONDRES, en mai 1956 a déclaré que l'automatisation des usines Renault avait permis d'accroître considérablement la production et même d'augmenter légèrement la main d'oeuvre. Mais si l'augmentation de la production peut être mise sans hésitation au compte de l'automatisation, l'augmentation de la main d'oeuvre semble avoir été moins constante : de mai 1952 à mars 1955 les effectifs de la R.N.U.R. (producteurs) ont au contraire diminué et sont passés de 47.843 à 45.441. Pendant la même période la production passait de 15.743 véhicules à 21.804. Dans un atelier 4I hommes effectuent le travail qui occupait auparavant 117 ouvriers. L'introduction d'un système de roulement par trois équipes a permis à cet atelier de fournir du travail à 110 ou 120 ouvriers pour une production double. Mais le nombre d'heures de travail nécessaire à une tâche donnée a diminué de moitié." Et plus loin, Frédérick POLLOCK ajoute :

"Si donc les résultantes des variations de l'effectif est au bout d'une longue période une augmentation globale de personnel il faut bien que l'on ait créé de nouveaux ateliers dans l'ensemble cité, l'atelier type ancien a donné naissance à trois ateliers. On s'aperçoit de suite des meilleures conditions de travail et du maintien du plein emploi".

Tout cela est bien contradictoire et Monsieur ~~Frédérick POLLOCK~~ devrait bien se mettre d'accord avec son patron car Monsieur DREYFUS déclarait le 11 février 1956 au journal "Le Monde" : "Si l'automatisation n'a pas eu de contrecoup fâcheux à l'intérieur de la Régie Renault elle-même, elle n'a pas manqué de ralentir l'élan de ses concurrents (les industries fortunées créent des soucis à celles qui le sont moins) par là l'automatisation des usines RENAULT menace l'emploi des ouvriers des autres entreprises".

Donc si l'on comprend bien, quand les autres entreprises réduisent leur personnel il y a automatiquement chômage et donc sous-consommation générale, et ainsi nous nous trouvons menacés dans notre emploi par réduction des heures de travail ou tout simplement licenciés et où pourrions-nous trouver à nous réembaucher?

C'est encore un autre journaliste, américain celui-là, monsieur HASBROOK du "New-York Herald Tribune" qui nous donne encore un aperçu de la fragilité de l'emploi à la R.N.U.R. Il remarque d'abord "l'absence de malaise ouvrier dû à l'automatisation" ensuite :

- 1°) l'expansion de la Régie
- 2°) le fait de l'introduction de l'automatisation a été rendu nécessaire moins par l'obligation d'économie de main d'oeuvre que par le manque de travail qualifié

....//....

qui a assuré un développement graduel adapté à celui des ouvriers."

3°) "la difficulté de se procurer en France et hors de France les machines-outils nécessaires et qui amené la Régie à créer une nouvelle section, et à entreprendre des travaux électriques et électroniques pour les construire elle-même. Mais ces conditions on le voit bien dépendent dans une large part de la première. L'accroissement continu de la production quadruplé depuis la libération: (875 véhicules par jour en mai 1955, 1260 en juillet 1956) a permis à la Régie Renault d'investir 60 milliards environ pendant les 10 dernières années."

"En 1958 la production a été de 1910 véhicules par jour pour un effectif de 62.493 personnes pour tous les services (qui n'ont parfois rien à voir avec la production des véhicules)."

La garantie du plein emploi est un bourrage de crâne, il suffit d'apporter comme preuve les ouvriers employés à des travaux de peinture ou balladés d'ateliers en ateliers, les déclassements continuels, les mises à la porte pour motif de discipline. De plus en plus dans les ateliers automatisés il faut réduire le personnel et toutes les occasions sont bonnes pour le faire.

L'automation a fait écrire à Monsieur Pierre NAVILLE : "autour de l'automation tout un drame social va se jouer".

Que nous dit encore Renault Magazine : "l'automation apporte :

- " des avantages sociaux (3 semaines de congés payés, retraite complémentaire, etc.)
- " Et nous permet d'envisager avec confiance l'ouverture du Marché commun :
- " c'est à dire un marché plus large, mais une concurrence plus active.
- " Là encore l'avenir est à la grande série et à une meilleure productivité."

Ces avantages dont on nous parle n'ont rien à voir avec notre réalité à nous ouvriers. Nous voyons notre sort face aux fabuleux bénéfices réalisés par l'automation et tout cela n'a été possible que grâce à la complicité des chefs syndicaux car quelle a été l'action engagée pour la défense des intérêts ouvriers devant les graves problèmes de l'automation ? Rien.

L'automation nous apportera du bien être que quand nous relèverons la tête, aujourd'hui plus qu'hier, et aussi lorsque nous nous occuperons de nos affaires nous-mêmes et que par notre action directe, nous ferons réfléchir les capitalistes et nous nous ferons respecter par toute cette équipe de chefs à mentalité de "Vidocq".

A l'exemple de 1936, c'est par l'occupation des usines et la lutte que la classe ouvrière obtiendra des avantages sociaux valables. Les chefs syndicaux de 1959, devraient méditer ce que disait GLIFFUELHES : "Le problème, pour nous, est de rendre le prolétariat puissant par la vigueur de son action offensive, concordant avec une élévation de sa pensée et de sa conscience."

-----

INFORMATIONS de BELGIQUE : .... Extrait d'une lettre d'un camarade belge. On pouvait lire dans un journal socialiste : "qu'à la suite de la manifestation de QUAREGNON qui s'était déroulée dans le calme et la dignité, de jeunes irresponsables avaient entraîné les grévistes à la prison de MONS où 17 de leurs camarades étaient emprisonnés". De jeunes "irresponsables" ? On croit rêver : il y avait des milliers d'ouvriers sur la route de CUESMES à MONS. De jeunes "excités" ? Des étrangers ? Oui, bien sûr, des étrangers. Et lesquels ? Les Italiens ont été extraordinaires. Ils ont mené la plupart des batailles de rues avec une fougue qu'on aurait souhaité à tant de Belges. Depuis les grèves se sont étendues à l'ensemble des bassins miniers, sauf le LIMBOURG où la C.S.C. (d'obédience chrétienne) retient les ouvriers. Les syndicats socialistes tentent l'impossible pour arrêter la grève. Le choix de DELATTRE comme orateur à QUAREGNON est significatif; DELATTRE est considéré comme le meilleur briseur de grève de ce pays...

X  
LA LUTTE DES MINEURS DU BORINAGE

Le 13 février 1959, les mineurs du charbonnage du "CRACHET" au nombre de 1500 sont descendus dans la rue. Passant spontanément à l'action directe, drapeaux rouge et drapeaux noir en tête, ils dépavent les rues, construisent des barricades et petit à petit imposent la grève générale, insurrectionnelle.

Les mineurs du borinage sont entrés en lutte pour conserver leur travail. Le gouvernement veut, en accord avec la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) fermer les puits "NON RENTABLES". Ils disent que le prix de revient est trop élevé mais pour que ce prix de revient soit moins élevé sont-ils prêts à sacrifier leurs profits et tous les privilèges des cadres ? Aux charbonnages du "CRACHET" où l'on vient d'investir 8 milliards de francs de modernisation et d'automatisation on annonce aux mineurs que ces puits vont être maintenant fermés.

Le gouvernement belge, aux ordres du super-trust international la C.E.C.A., a décidé de licencier 7.000 mineurs, en leur faisant des promesses de reclassement alors que ce même gouvernement belge est incapable de donner du travail aux autres 350.000 chômeurs qui sont dans le pays.

Que proposait le gouvernement ?

- Fermer les puits principalement dans le Borinage.
- Indemniser les mineurs pendant un an, aux conditions suivantes :
  - 80 % de leur salaire pendant les 4 premiers mois,
  - 60 % " " " pendant les 4 mois suivants,
  - et 40 % " " " pendant les 4 derniers mois de l'année.

- Ensuite de vagues promesses... comme celle de développer de nouvelles industries dans le Borinage ; mais rien n'est en chantier.

Qu'ont répondu les mineurs ? "Vous dites que ces mines ne sont pas rentables, à nous cela ne nous intéresse pas. Nous voulons travailler ici ; cela ne nous dit rien de faire autre chose, cela ne nous dit rien d'aller ailleurs, si nous partons ce pays va mourir".

On pourrait dire que ces mineurs ne sont pas logiques, puisqu'ils n'acceptent pas de comprendre qu'il y a trop de charbon en stock, partout : en BELGIQUE, en ALLEMAGNE (ou 70.000 mineurs étaient aussi en grève pour protester contre les licenciements et les diminutions d'horaires) et en FRANCE aussi où les carreaux des mines sont encombrés de charbon alors que des centaines de mille de familles n'ont pas d'argent pour acheter du charbon pour se chauffer. Il y a trop de charbon car trop de gens ne peuvent pas en acheter.

Les mineurs ne voulaient rien entendre des arguments du gouvernement et ils avaient aussi leur idée sur les moyens de lutte. Depuis longtemps les dirigeants syndicaux n'avaient à leur proposer que la légalité : pétitions, grèves d'avertissement et autres bagatelles ; aujourd'hui les mineurs ont choisi l'illégalité, la lutte violente. Ils se sont organisés en petits groupes de combat, si nombreux et si mobiles que toute la flicaille de Belgique était impuissante à les vaincre. Quand les choses devenaient graves, quand il y avait des arrestations par exemple, c'est par milliers qu'ils se mobilisaient pour aller attaquer les commissariats et même les prisons. Les mineurs ont montré une combativité extraordinaire, ont trouvé des initiatives d'organisation magnifiques. Il n'y avait en BELGIQUE qu'une seule force qui pouvait les vaincre : cette force c'était les syndicats.

Chaque jour nous avons lu dans la presse : "Les syndicats essaient de reprendre leur troupe en main". A la fin ils y ont réussi. Ils ont fait reprendre le travail aux mineurs avec les mêmes conditions qu'avant la grève, c'est-à-dire la soumission au gouvernement. Les seuls qui aient fait quelques concessions ce sont les patrons du Borinage

.../...

et c'est bien compréhensif. Pour plusieurs raisons ces patrons des mines avaient un certain intérêt à la grève.

1°) Les stocks, chaque journée de grève non payée les aidait à liquider ces stocks.

2°) La résistance des mineurs permettait aux patrons des mines d'exiger des indemnités plus élevées du gouvernement belge et de la C.E.C.A. pour le rachat des mines fermées (surtout quand on vient de les moderniser avec les bénéfices faits sur le dos des mineurs).

### Comment les syndicats ont-ils réussi à vaincre les mineurs ?

Pour reprendre "en main" la grève spontanée des mineurs il fallait que les syndicats aient l'air de proposer des moyens d'action plus larges que les possibilités locales des mineurs : ils ont donc parlé tout le temps de la grève générale pour n'avoir jamais à la faire. Il fallait ensuite diviser les ouvriers wallons des ouvriers flamands. Ce fut simple : les Wallons sont en général syndiqués aux syndicats socialistes (Fédération Générale du Travail Belge) les Flamands le sont aux syndicats chrétiens. Il y a 260.000 ouvriers flamands des Métaux et des Textiles qui sont au chômage et cela depuis longtemps, déjà sous le gouvernement socialiste et rien ne fut fait pour les défendre. Ce fut donc facile pour les syndicats chrétiens de se désolidariser des mineurs du Borinage en disant que le mouvement était politique parce que dirigé par les Socialistes qui sont dans l'opposition.

Les Socialistes de leur côté ont aussi dévié les problèmes en revendiquant la nationalisation des mines comme si c'était une panacée universelle, comme si l'Etat-patron n'était pas pire que les patrons individuels. On comprend bien que les chefs syndicaux espèrent trouver dans la nationalisation des mines de bonnes places pour eux. Déjà on peut voir cette contradiction : des chefs syndicaux siègent à la direction de la C.E.C.A. et sont donc solidaires de cet organisme pour la fermeture des puits et d'autres chefs syndicaux s'arrangent pour que les mineurs n'aillent pas trop loin dans leur lutte.

La grève générale n'a donc jamais eu lieu. La marche sur Bruxelles non plus. Les mineurs se sont très rapidement retrouvés tout seuls. Petit à petit de la grande grève des mineurs il ne resta plus que ceux du Borinage qui étaient prêts à continuer la lutte mais ils étaient bien seuls et désarmés.

Grâce à la complicité des syndicats, le mouvement fut étouffé, stoppé. Dans la lutte quand on n'avance pas on recule.

Un des aspects de la lutte qu'il ne faut pas oublier de mentionner c'est la solidarité entre les mineurs belges et les mineurs qui sont venus, depuis la guerre, de GRECE, d'ITALIE, de POLOGNE et d'ESPAGNE.

Ces travailleurs sont allés s'embaucher à la mine avec la promesse de hauts salaires et avec l'idée qu'après quelques années au fond, ils pourraient se refaire un autre métier dans l'industrie. Ils ont vécu dans des barraques sordides pour envoyer de l'argent à leur famille. Ils sont morts dans les grandes catastrophes, comme à MARCINELLE par exemple, et en Février 1959 ils n'avaient plus d'illusions. Il ne croyaient qu'en une seule chose : travailler dans la mine ou aller crever de faim chez eux. Ils ont choisi la lutte et furent aux avant-postes. Le gouvernement belge ne s'y trompa pas et bientôt brandit la menace d'un refoulement à la frontière pour les étrangers qui seraient pris à participer à des actions "illégalles", et il le fit pour un certain nombre d'entre eux. Quand ils en ont eu besoin, patrons et gouvernement ont envoyé des sergents recruteurs parcourir l'Europe à la recherche de mineurs. Maintenant que des machines automatiques font le même travail, à moins cher, alors les hommes sont renvoyés à leur campagne et "sans rouspetance".

---